

«En guerre», salutaire démonstration cinématographique de la violence sociale

PAR MATHILDE GOANEC ET DAN ISRAEL
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 28 MAI 2018

Bon ou mauvais cinéma, le dernier Stéphane Brizé ? Pour nous, journalistes qui couvrons le monde du travail à Mediapart, le film *En guerre* est une nécessité. L'œuvre magistralement portée par Vincent Lindon empêche de s'endormir face à la douleur de la perte d'emploi et à la litanie des fermetures d'usines.



Nous les avons racontées dix fois, cent fois, ces fermetures d'usines absurdes, violentes, au nom de la compétitivité. Les plus connues : **GM&S, Whirlpool, Continental, Goodyear, Sanofi, Lee Cooper...** Les presque anonymes : **les messageries Mory-Ducros, la papeterie M-Real Alizay, la robinetterie Sapag, le fabricant de câbles électriques Molex...** Mediapart en tient la chronique, même si le stylo tremble un peu, car ces histoires sont désespérément les mêmes.

D'un lieu à l'autre, d'une année à l'autre, au fond, que dire qui n'ait pas été déjà écrit, analysé, commenté ? En général, l'usine est rentable, tout le monde le sait ; elle ferme quand même. Parfois, **comme pour Samsonite**, les salariés gagnent, au bout de plusieurs

années de bataille judiciaire, le droit de dire que leur licenciement était injustifié et de toucher des indemnités aux prud'hommes. La belle affaire.



© DR

Dans son film *En guerre*, Stéphane Brizé fait bien mieux que nous. La puissance du cinéma, les adresses de la fiction lui permettent de tout raconter, au-delà de ce que peut capter un récit ou un reportage : la voracité du capitalisme, la beauté et la laideur du combat ouvrier, les déchirements syndicaux, l'inconséquence coupable de l'État, l'absurdité du dialogue social. Est-ce du bon cinéma ? Ou un « *cinéma qui risque bien de n'être que l'indécente répétition d'une misère* », **comme le juge Emmanuel Burdeau**, critique pour Mediapart ? À nos yeux, *En guerre* n'a rien d'une répétition vaine. Il dévoile en plus grand, en plus fort, réveille et scandalise, alors que nous nous sommes habitués. Nous : journalistes, lecteurs, cinéphiles.

Le film de Stéphane Brizé s'attache à la lutte des salariés du sous-traitant automobile Perrin, à Agen, propriété d'un puissant groupe allemand. Lorsque le film démarre, l'annonce de la fermeture est déjà tombée, et avec elle la suppression de 1 100 emplois. Deux ans auparavant, les représentants des salariés ont pourtant signé un accord d'entreprise, en vertu du sacro-saint dialogue social. Ils ont accepté de travailler plus pour gagner moins, en échange d'investissements de leur groupe et du maintien de leurs emplois pendant cinq ans. Toute ressemblance avec des faits réels est voulue, bien sûr.

Cette promesse du maintien de l'emploi, trahie, irrigue le film. Elle aiguillonne la colère de Vincent Lindon, interprète magistral du délégué syndical CGT de l'usine Perrin. Au milieu d'un grand nombre d'acteurs amateurs – le cinéaste fait régulièrement jouer à des anonymes leur propre rôle –, l'acteur ne détonne pas, même s'il joue, alors que les autres répètent des scènes

déjà vécues. Son interprétation dessine sans l'ombre d'un doute Laurent Amédéo, syndicaliste admiré ou critiqué pour ses méthodes. Les journalistes que nous sommes ont déjà croisé ce personnage. Comme ils avaient déjà rencontré Thierry, le chômeur devenu vigile que Vincent Lindon incarnait dans *La loi du marché*, un des précédents films de Stéphane Brizé.

La loi du marché et *En guerre* sont d'ailleurs les deux versants d'une même réalité, la nôtre. Le premier film accompagne dans sa longue descente un chômeur devenu précaire, acteur minuscule d'une déshumanisation des relations de travail, jusque dans ses choix moraux insolubles, lui contre les autres. Le second long-métrage suit pas à pas la révolte et la lutte d'un salarié qui agit au sein d'un collectif, pour les autres et pour lui-même. Mais la société dépeinte par le cinéaste n'a pas changé d'un iota, elle est toujours celle contre laquelle le héros, absurde, anachronique, vient se fracasser.

Formellement, *En guerre* s'avère parfois usant, dans ces séquences interminables de réunion avec l'employeur, puis avec le conseiller social de l'Élysée, ou entre syndicalistes, chauffés à blanc dans l'usine. Ces scènes sont pourtant à l'image d'un conflit social qui tire en longueur, au sein duquel les rancœurs grandissent et les divisions s'aiguisent. On a envie d'en finir, de sortir de ces bureaux tout blancs, si propres, où le patron et sa DRH enchaînent les paroles creuses pour faire admettre que non, vraiment, le salaire du PDG, le montant des dividendes des actionnaires, n'ont « rien à voir » avec la fermeture de l'usine d'Agen.

Même les scènes de liesse des ouvriers, tourbillonnantes, finissent par attrister, tant on sent que l'orage approche... Quant au conseiller social de l'Élysée, qui veut jouer les intermédiaires de haut niveau mais arrive les mains vides à la table des négociations, l'envie de le faire taire, presque par charité, survient lorsqu'il s'enferme dans la communication de crise. Savoir que le conseiller social en question, Jean Grosset, joue sa propre partition

(numéro 2 de l'Unsa, il a conseillé Jean-Christophe Cambadélis au PS pendant tout le quinquennat Hollande), ajoute au malaise.

Stéphane Brizé n'évite rien. Ni la brutalité confondante du patronat (« *S'ils ne trouvent pas d'emploi ici, ils peuvent déménager dans une autre région* », en écho à **une récente sortie** d'Emmanuel Macron), ni les divisions mortifères des syndicats (« *Vous voulez un chèque à la fin du plan social, nous on veut un chèque à la fin de chaque mois !* »), leur sexisme ou leur misogynie. Et les coups symboliques contenus dans les phrases policées des puissants dans les ministères valent les corps-à-corps entre salariés et CRS, venus les déloger des locaux du Medef ou de la cour de leur usine.

La tentation de la violence physique nourrit et paralyse à la fois le mouvement social. Elle déboule dans le film *En guerre* comme une évidence. Le dispositif cinématographique choisi par Stéphane Brizé mêle sans cesse des images de reportages fictifs, appuyées par les bandeaux et les logos familiers de l'information en continu. Le conflit social se raconte au cinéma comme il se déroule dans la réalité, par médias interposés. Fatalement, les images finissent par se retourner contre ceux qui s'en sont tant servis.

Dans une scène d'une grande intensité, devant les caméras de télévision, acculé, le dirigeant de la filiale française finit par céder aux injonctions des salariés et appelle ses supérieurs en Allemagne pour une réunion d'urgence à Paris. Victoire, mêlée de micros, déclarations tonitruantes des responsables syndicaux. Plus tard, devant les mêmes caméras, les salariés s'en prendront directement à leur patron allemand, l'attaquant et renversant sa berline. Conséquence directe d'une énième réunion désastreuse, où le discours du management tourne à vide et masque à grand-peine l'indifférence des dirigeants face aux ouvriers qu'ils laissent sur le bas-côté. Mais cette réunion, contrairement à l'accès de violence des salariés, n'est pas filmée par les chaînes d'info en continu.

Comme dans l'affaire de la **chemise arrachée** à Air France, ne restera que l'« *image désastreuse* » de la violence, telle que la définit le commentaire de BFMTV, sur un ton neutre qui a valeur de sentence.

« *Ça tourne partout sur Internet. On passe pour des casseurs, c'est fini !* », s'emporte un salarié, fatigué d'un combat où ne rien faire signifie mourir, mais où l'action tourne à l'incendie.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.